

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Pincourt _____

Code géographique : 71070 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Boisvert, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Pincourt pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-08-01

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Pincourt et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Pincourt et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Pincourt inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2016-08-01

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	17 564 466	18 055 600	18 129 964			18 129 964
Compensations tenant lieu de taxes	2	314 007	281 100	330 028			330 028
Quotes-parts	3					1 926 826	
Transferts	4	188 440	209 200	217 777		324 789	542 566
Services rendus	5	809 930	1 044 900	854 192		393 255	1 247 447
Imposition de droits	6	940 803	496 800	1 053 179			1 053 179
Amendes et pénalités	7	125 715	137 900	91 396			91 396
Intérêts	8	269 421	334 300	263 444		10 138	273 582
Autres revenus	9	(1 429 025)	8 500	148 472		26 094	174 566
	10	18 783 757	20 568 300	21 088 452		2 681 102	21 842 728
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	57 857	1 119 200	470 444			470 444
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	84 911					
Autres	15			119 359			119 359
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	142 768	1 119 200	589 803			589 803
	18	18 926 525	21 687 500	21 678 255		2 681 102	22 432 531
Charges							
Administration générale	19	2 376 206	2 340 085	2 247 496	57 592		2 305 088
Sécurité publique	20	2 923 887	3 187 600	3 040 866	130 078		3 170 944
Transport	21	3 188 690	3 772 485	3 381 813	867 875	1 340 411	4 953 928
Hygiène du milieu	22	4 060 132	4 723 165	4 119 951	957 416	1 172 430	4 959 142
Santé et bien-être	23	108 031	107 850	108 907			108 907
Aménagement, urbanisme et développement	24	662 619	655 435	601 045	1 598		602 643
Loisirs et culture	25	2 743 800	3 620 060	3 091 719	255 767		3 347 486
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	492 812	487 820	457 243		128 582	585 825
Amortissement des immobilisations	28	2 158 531	2 209 026	2 270 326	(2 270 326)		
	29	18 714 708	21 103 526	19 319 366		2 641 423	20 033 963
Excédent (déficit) de l'exercice	30	211 817	583 974	2 358 889		39 679	2 398 568

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014	Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	211 817	583 974	2 358 889	39 679	2 398 568
Moins: revenus d'investissement	2	(142 768)	(1 119 200)	(589 803)	()	(589 803)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	69 049	(535 226)	1 769 086	39 679	1 808 765
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	2 158 531	2 209 026	2 270 326	406 669	2 676 995
Produit de cession	5	1 892 220		2 900		2 900
(Gain) perte sur cession	6	1 493 716		2 879		2 879
Réduction de valeur / Reclassement	7			(1 060 836)		(1 060 836)
	8	5 544 467	2 209 026	1 215 269	406 669	1 621 938
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9			23 074		23 074
Réduction de valeur / Reclassement	10			1 060 836		1 060 836
	11			1 083 910		1 083 910
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12			19 085		19 085
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	15 129		22 405		22 405
	15	15 129		41 490		41 490
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 544 486)	(1 544 600)	(2 741 606)	(530 716)	(3 272 322)
	18	(1 544 486)	(1 544 600)	(2 741 606)	(530 716)	(3 272 322)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(108 536)	(52 700)	(305 723)	(10 835)	(316 558)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	67 831	193 200	1 295 113	(2 762)	1 292 351
Excédent de fonctionnement affecté	21	984 148		386 574	167 386	553 960
Réserves financières et fonds réservés	22	(205 056)	(269 700)	(211 231)	(16 843)	(228 074)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(6 997)		(7 739)	(2 372)	(10 111)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	731 390	(129 200)	1 156 994	134 574	1 291 568
	26	4 746 500	535 226	756 057	10 527	766 584
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 815 549		2 525 143	50 206	2 575 349

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	142 768	1 119 200	589 803			589 803
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(115 542)	(4 710 600)	(142 023)	()	()	(142 023)
Sécurité publique	3	(170 669)	(960 200)	(889 936)	()	()	(889 936)
Transport	4	(459 996)	(3 110 500)	(571 179)	(9 550)	()	(580 729)
Hygiène du milieu	5	(1 148 242)	(3 038 000)	(998 507)	(28 289)	()	(1 026 796)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(3 272)	(6 000)	(5 959)	()	()	(5 959)
Loisirs et culture	8	(35 376)	(687 200)	(223 917)	()	()	(223 917)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(1 862 345)	(12 512 500)	(2 831 521)	(37 839)	()	(2 869 360)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	(446 346)	()	(61 201)	()	()	(61 201)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	(37 836)	()	(37 836)	()	()	(37 836)
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 646 964	10 617 900	104 759			104 759
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	108 536	52 700	305 723	10 835		316 558
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	122 246	350 000	273 125			273 125
Excédent de fonctionnement affecté	16	108 888		37 005			37 005
Réserves financières et fonds réservés	17	219 564	372 700	326 756	27 004		353 760
	18	559 234	775 400	942 609	37 839		980 448
	19	2 859 671	(1 119 200)	(1 883 190)			(1 883 190)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	3 002 439		(1 293 387)			(1 293 387)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	211 817	583 974	2 358 889	39 679	2 398 568		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	1 862 345)	(12 512 500)	(2 831 521)	(37 839)	(2 869 360)	
Produit de cession	3	1 892 220		2 900		2 900		
Amortissement	4	2 158 531	2 209 026	2 270 326	406 669	2 676 995		
(Gain) perte sur cession	5	1 493 716		2 879		2 879		
Réduction de valeur / Reclassement	6			(1 060 836)		(1 060 836)		
	7	3 682 122	(10 303 474)	(1 616 252)	368 830	(1 247 422)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(446 346)		1 022 709		1 022 709		
Variation des stocks de fournitures	9	(2 756)		12 205	2 538	14 743		
Variation des autres actifs non financiers	10	42 875		(58 358)	582	(57 776)		
	11	(406 227)		976 556	3 120	979 676		
	12	3 487 712	(9 719 500)	1 719 193	411 629	2 130 822		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	3 487 712	(9 719 500)	1 719 193	411 629	2 130 822		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(10 549 868)		(7 134 076)	(3 885 122)	(11 019 198)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(71 920)						
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(10 621 788)		(7 134 076)	(3 885 122)	(11 019 198)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(7 134 076)		(5 414 883)	(3 473 493)	(8 888 376)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>	<u>Total</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	8 299 052	8 825 814	1 382 632	10 208 446
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	5 146 441	5 473 059	470 385	5 657 595
Prêts (note 6)	4				
Placements de portefeuille (note 7)	5	79 204	75 550		75 550
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	13 524 697	14 374 423	1 853 017	15 941 591
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	2 703 699	4 593 905		4 593 905
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 610 114	1 527 978	750 360	1 992 489
Revenus reportés (note 12)	13	344 210	354 090		354 090
Dette à long terme (note 13)	14	16 000 750	13 313 333	4 576 150	17 889 483
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	20 658 773	19 789 306	5 326 510	24 829 967
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(7 134 076)	(5 414 883)	(3 473 493)	(8 888 376)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	50 787 120	52 403 372	8 577 567	60 980 939
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 156 198	2 133 489		2 133 489
Stocks de fournitures	20	74 670	62 465	11 527	73 992
Autres actifs non financiers (note 17)	21	121 021	179 379	24 318	203 697
	22	54 139 009	54 778 705	8 613 412	63 392 117
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	7 996 420	3 100 983	491 859	3 592 842
Excédent de fonctionnement affecté	24	1 136 876	6 390 639	74 694	6 465 333
Réserves financières et fonds réservés	25	919 427	978 902	484 652	1 463 554
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(25 984)	(18 245)	()	(18 245)
Financement des investissements en cours	27	(1 620 109)	(2 913 496)	10 850	(2 902 646)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	38 598 303	41 825 039	4 077 864	45 902 903
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	47 004 933	49 363 822	5 139 919	54 503 741

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	211 817	2 358 889	39 679	2 398 568
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	2 158 531	2 270 326	406 669	2 676 995
Autres					
- Réduction valeur placement	3	15 129	22 405		22 405
- Gain/Perte immob./Red. FPTJ	4	1 421 796	2 879		2 879
	5	3 807 273	4 654 499	446 348	5 100 847
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	2 580 486	(326 618)	376 337	(96 702)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(4 950 746)	(82 136)	(157 830)	(93 545)
Revenus reportés	9	161 536	9 880		9 880
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	11	(446 346)	(38 127)		(38 127)
Stocks de fournitures	12	(2 756)	12 205	2 538	14 743
Autres actifs non financiers	13	42 875	(58 358)	582	(57 776)
	14	1 192 322	4 171 345	667 975	4 839 320
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	1 862 345 ) (	2 831 521 ) (	37 839 ) (	2 869 360)
Produit de cession	16	1 892 220	2 900		2 900
	17	29 875	(2 828 621)	(37 839)	(2 866 460)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	37 836 ) (	37 836 ) (	) (	37 836)
Remboursement ou cession	19		19 085		19 085
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22				
	23	(37 836)	(18 751)		(18 751)
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	4 646 964	104 759		104 759
Remboursement de la dette à long terme	25 (	1 613 490 ) (	2 812 519 ) (	565 834 ) (	3 378 353)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(4 177 765)	1 890 206		1 890 206
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	1 556	20 343	15 895	36 238
Autres					
-	28				
-	29				
	30	(1 142 735)	(797 211)	(549 939)	(1 347 150)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	31	41 626	526 762	80 197	606 959
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	32	8 257 426	8 299 052	1 302 435	9 601 487
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	33	8 299 052	8 825 814	1 382 632	10 208 446

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	5 231 462	5 790 600	5 451 305	338 098	5 789 403
Charges sociales	2	1 168 947	1 226 600	1 175 660	85 107	1 260 767
Biens et services	3	6 537 040	6 019 300	6 670 683	1 241 459	7 912 142
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	448 501	440 700	423 969	123 274	547 243
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	18 053		16 111	4 728	20 839
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	26 258	47 120	17 163	580	17 743
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	2 753 182	2 879 280	2 949 507		1 022 681
Autres	10					
Autres organismes	11	290 348	2 426 600	299 836	441 508	741 344
Amortissement des immobilisations	12	2 158 531	2 209 026	2 270 326	406 669	2 676 995
Autres						
- Autres	13	82 386	64 300	44 806		44 806
-	14					
-	15					
	16	18 714 708	21 103 526	19 319 366	2 641 423	20 033 963

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
Revenus				
Taxes	1	18 055 600	18 129 964	17 564 466
Compensations tenant lieu de taxes	2	281 100	330 028	314 007
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 886 909	1 013 010	669 532
Services rendus	5	1 427 616	1 247 447	1 166 761
Imposition de droits	6	496 800	1 053 179	940 803
Amendes et pénalités	7	137 900	91 396	125 715
Intérêts	8	337 368	273 582	282 537
Autres revenus	9	8 500	293 925	(1 326 415)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	22 631 793	22 432 531	19 737 406
Charges				
Administration générale	12	2 400 114	2 305 088	2 423 427
Sécurité publique	13	3 313 390	3 170 944	3 036 758
Transport	14	5 536 485	4 953 928	4 753 153
Hygiène du milieu	15	5 481 435	4 959 142	4 699 966
Santé et bien-être	16	107 850	108 907	108 031
Aménagement, urbanisme et développement	17	656 483	602 643	663 340
Loisirs et culture	18	3 890 219	3 347 486	2 997 524
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	615 277	585 825	640 062
	21	22 001 253	20 033 963	19 322 261
Excédent (déficit) de l'exercice	22	630 540	2 398 568	415 145
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		52 177 093	51 761 948
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(71 920)	(71 920)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		52 105 173	51 690 028
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		54 503 741	52 105 173

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	630 540	2 398 568	415 145
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	12 526 413 ) (	2 869 360 ) (	1 895 960)
Produit de cession	3		2 900	1 892 220
Amortissement	4	2 627 417	2 676 995	2 567 702
(Gain) perte sur cession	5		2 879	1 493 716
Réduction de valeur / Reclassement	6		(1 060 836)	
	7	(9 898 996)	(1 247 422)	4 057 678
Variation des propriétés destinées à la revente	8		1 022 709	(446 346)
Variation des stocks de fournitures	9		14 743	(664)
Variation des autres actifs non financiers	10		(57 776)	18 950
	11		979 676	(428 060)
	12	(9 268 456)	2 130 822	4 044 763
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(9 268 456)	2 130 822	4 044 763
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(11 019 198)	(14 992 041)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			(71 920)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(11 019 198)	(15 063 961)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(8 888 376)	(11 019 198)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	10 208 446	9 601 487
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	5 657 595	5 560 893
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5	75 550	79 204
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	15 941 591	15 241 584
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	4 593 905	2 703 699
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 992 489	2 086 034
Revenus reportés (note 12)	13	354 090	344 210
Dette à long terme (note 13)	14	17 889 483	21 126 839
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	24 829 967	26 260 782
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(8 888 376)	(11 019 198)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	60 980 939	59 733 517
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 133 489	3 156 198
Stocks de fournitures	20	73 992	88 735
Autres actifs non financiers (note 17)	21	203 697	145 921
	22	63 392 117	63 124 371
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	54 503 741	52 105 173

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 398 568	415 145
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 676 995	2 567 702
Autres			
- Réduction valeur placement	3	22 405	15 129
- Gain/Perte immob./Red. FPTJ	4	2 879	1 421 796
	5	5 100 847	4 419 772
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(96 702)	2 307 227
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(93 545)	(5 017 472)
Revenus reportés	9	9 880	161 536
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(38 127)	(446 346)
Stocks de fournitures	12	14 743	(664)
Autres actifs non financiers	13	(57 776)	18 950
	14	4 839 320	1 443 003
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 869 360)	(1 895 960)
Produit de cession	16	2 900	1 892 220
	17	(2 866 460)	(3 740)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(37 836)	(37 836)
Remboursement ou cession	19	19 085	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23	(18 751)	(37 836)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	104 759	4 646 964
Remboursement de la dette à long terme	25	(3 378 353)	(2 076 592)
Variation nette des emprunts temporaires	26	1 890 206	(4 190 293)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	36 238	(7 042)
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(1 347 150)	(1 626 963)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	606 959	(225 536)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	9 601 487	9 827 023
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	10 208 446	9 601 487

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est organisée et existe en vertu des lois de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La ville est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 8,7% des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 63 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 0,34 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux deux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île et la Régie de l'eau de l'île-Perrot.

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île pour l'exercice est de 19,28 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 18,30 % en début d'exercice à 18,02 % à la fin de l'exercice.

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie de l'eau de l'île-Perrot pour l'exercice est de 48,12 % pour la consommation et 53,23 % pour les

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

débites réservés alors qu'il était respectivement de 50,23 % et 53,23 % en 2014.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Pincourt excluant les organismes qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Pincourt, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés et des contestations d'évaluation.

C) Actifs financiers

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les périodes suivantes :

Infrastructures	linéaire	10,15,20 et 40 ans
Bâtiments	linéaire	15,30 et 40 ans
Améliorations locatives	linéaire	10 ans
Véhicules	linéaire	10 ans
Ameublement, équipement de bureau	linéaire	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	linéaire	5,10 et 20 ans
Autres	linéaire	5 ans
Véhicules-Régie de l'eau de l'Ile-Perrot	dégressif	30%

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville, la régie et le conseil intermunicipal de transport, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le conseil intermunicipal de transport, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Sites contaminés

Le 1er janvier 2015, la ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 *Passif au titre des sites contaminés*. Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucun effet sur les états financiers de la ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 866 820	1 889 656
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	997 632	972 340
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 744 636	2 702 002
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	336 560	406 950
Organismes municipaux	8	884 157	934 830
Autres			
- Droits de mutation	9	324 424	175 039
- Autres	10	370 186	369 732
	11	5 657 595	5 560 893
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	676 174	782 205
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	676 174	782 205
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	101 139	111 756
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	75 550	79 204
Autres placements	23		
	24	75 550	79 204
Note			
Placement UMQ- Fonds de franchise			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 241 613	264 006
Autres régimes (REER et autres)	31 3 887	2 790
Régimes de retraite des élus municipaux	32 27 647	32 856
	33 <u>273 147</u>	<u>299 652</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

Note

10. Emprunts temporaires

Ville de Pincourt

La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 16 602 587 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel. Le montant utilisé totalisait 4 593 905 \$ au 31 décembre 2015 (2014: 2 703 699 \$). Ces sommes ont été empruntées dans le cadre de règlements d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

Régie de l'eau de l'Ile-Perrot

La régie a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit autorisée à 12 587 900 \$. Cette dernière porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2015, cette marge n'était pas utilisée (2014: 0 \$). Cette somme a été autorisée dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

De plus, la régie a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 500 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2015, cette marge de crédit n'était pas utilisée (2014: 0 \$).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	37	770 456	824 082
Salaires et avantages sociaux	38	535 520	471 748
Dépôts et retenues de garantie	39	191 128	338 398
Provision pour contestations d'évaluation	40	53 893	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Gouvernement du Québec	43	140 589	183 453
- Organismes municipaux	44	151 968	97 808
- Intérêts courus sur dette L-T	45	118 966	140 271
- Autres courus et passifs	46	29 969	30 274
-	47		
	48	1 992 489	2 086 034

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49	4 376	
Transferts	50	290 452	157 337
Autres			
- Revenus perçus d'avance	51	31 403	114 953
- Fonds de parcs	52	27 859	71 920
	53	354 090	344 210

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	4,40	2017	2039	54	17 665 274	20 940 008
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58	3 213	13 809
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4,25	6,50	2017	2020	60	287 164	264 615
Autres	3,99	4,99	2016	2017	61	7 598	18 411
					62	17 963 249	21 236 843
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(73 766)	(110 004)
					64	17 889 483	21 126 839

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2015</u>				
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>					
2016	65	73	1 391 125	81	102 495	90	7 364	98	1 500 984
2017	66	74	1 619 676	82	91 443	91	1 739	99	1 712 858
2018	67	75	1 138 805	83	91 947	92	561	100	1 231 313
2019	68	76	1 145 289	84	22 905	93	341	101	1 168 535
2020	69	77	1 122 502	85	4 860	94	357	102	1 127 719
2021 et +	70	78	11 247 878	86		95	448	103	11 248 326
	71	79	17 665 275	87	313 650	96	10 810	104	17 989 735
Intérêts et frais accessoires				88	(26 486)			105	(26 486)
	72	80	17 665 275	89	287 164	97	10 810	106	17 963 249

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(8 888 376)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(8 888 376)
		(11 019 198)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	14 638 323	139	25 227	166		193	14 663 550
Eaux usées	112	15 156 139	140	30 813	167	(24 860 008)	194	40 046 960
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	25 355 127	141	38 725	168	(596 003)	195	25 989 855
Autres	114	30 839 121	142	1 099 365	169	24 860 008	196	7 078 478
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	4 269 814	144	66 202	171		198	4 336 016
Améliorations locatives	117	196	145	6 114	172		199	6 310
Véhicules	118	2 192 312	146	292 425	173	57 143	200	2 427 594
Ameublement et équipement de bureau	119	1 106 732	147	104 028	174	(17 392)	201	1 228 152
Machinerie, outillage et équipement divers	120	3 148 306	148	1 041 743	175	183 461	202	4 006 588
Terrains	121	1 380 189	149		176	(464 833)	203	1 845 022
Autres	122	149 063	150		177		204	149 063
	123	<u>98 235 322</u>	151	<u>2 704 642</u>	178	<u>(837 624)</u>	205	<u>101 777 588</u>
Immobilisations en cours	124	<u>7 299 953</u>	152	<u>164 718</u>	179		206	<u>7 464 671</u>
	125	<u>105 535 275</u>	153	<u>2 869 360</u>	180	<u>(837 624)</u>	207	<u>109 242 259</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	5 969 546	154	386 213	181		208	6 355 759
Eaux usées	127	8 916 912	155	878 935	182	(11 938 106)	209	21 733 953
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	11 770 876	156	632 885	183		210	12 403 761
Autres	129	13 826 908	157	187 755	184	11 938 106	211	2 076 557
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	1 772 423	159	106 745	186		213	1 879 168
Améliorations locatives	132	10	160	359	187		214	369
Véhicules	133	834 752	161	185 728	188	51 364	215	969 116
Ameublement et équipement de bureau	134	897 251	162	58 135	189	6 374	216	949 012
Machinerie, outillage et équipement divers	135	1 664 017	163	240 240	190	159 695	217	1 744 562
Autres	136	149 063	164		191		218	149 063
	137	<u>45 801 758</u>	165	<u>2 676 995</u>	192	<u>217 433</u>	219	<u>48 261 320</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>59 733 517</u>					220	<u>60 980 939</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221	373 657	224	104 759	226		228	478 416
Amortissement cumulé	222	(39 018)	225	(37 366)	227		229	(76 384)
Valeur comptable nette	223	<u>334 639</u>					230	<u>402 032</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	2 133 489	3 156 198
	234	2 133 489	3 156 198
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	2 133 489	3 156 198

Note

Au cours de l'exercice, des propriétés destinées à la revente ont été transférées aux immobilisations puisqu'elles sont dorénavant utilisées à des fins municipales, et ce pour un montant de 1 060 836\$, soit 596 003\$ aux rues municipales et 464 833\$ aux terrains conservés à titre de milieux naturels.

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	150 993	128 911
Frais reportés			
- Rôle d'évaluation	238	52 704	17 010
-	239		
	240	203 697	145 921

Note**18. Obligations contractuelles**

Les principaux engagements contractuels de la ville se détaillent comme suit (avant taxes applicables) :

	Montant total	2016	2017	2018	2019	2020
Évaluation municipale	563 220\$	138 078\$	89 636\$	91 428\$	148 956\$	95 122\$
Gestion des boues de la station d'épuration	339 300	108 790	113 061	114 622	2 827	
Déchets domestiques	1 630 810	535 472	542 959	552 379		
Archivage de documents	4 550	2 275	2 275			
Location de roulotte	7 950	6 360	1 590			
Croix-Rouge	7 119	2 373	2 373	2 373		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Montant total	2016	2017	2018	2019	2020
Location timbreuse	4 334\$	1 734\$	1 734\$	866\$		
Rinçage unidirectionnel du réseau d'aqueduc	17 772	17 772				
Neutralisation des odeurs usine épuration	3 090	3 090				
Déneigement stationnement 2 écoles	25 600	14 080	11 520			
Déneigement stationnement 1 école	27 130	14 930	12 200			
Don	13 000	6 500	6 500			
Assurance collective	474 042	259 379	214 663			

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Au 1er janvier 2014, le solde des fonds réservés a été redressé d'un montant de 71 920\$ afin de reclasser les revenus accumulés dans le fonds parcs et terrains de jeux dans les revenus reportés, ces sommes répondant à la définition d'un passif.

État de la situation financière

Revenus reportés	(71 920)\$
Fonds réservés	71 920 \$

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

À des fins de comparaison avec les réalisations 2015, certaines données du budget 2015 ont été reclassées.

22. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 10 208 446	9 601 487
Découvert bancaire	242 ()	()
Placements temporaires	243	
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 ()	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
-	253 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	254 10 208 446	9 601 487
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dettes à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	282	
Revenus sur les prêts aux entreprises	283	
Autres revenus	284	
	285	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	286	
Variation de la provision pour moins-value	287	
	288	
Intérêts sur la dette à long terme	289	
Autres charges	290	
	291	
Excédent (déficit) de l'exercice	292	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	293	
Placements de portefeuille	294	
Débiteurs	295	
Prêts aux entreprises	296	
Provision pour moins-value	297	() ()
	298	
	299	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	300	
Revenus reportés	301	
Dette à long terme	302	
	303	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304	
Excédent (déficit) non affecté	305	
	306	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307	
Supportant les engagements de prêts	308	
	309	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

26 Transport en commun

En juin 2011, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun de minibus à raison d'un minimum de 1 500 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 60.50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2015 est de 65,07 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 2 874 338 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

En juin 2014, l'organisme a signé un engagement échéant le 31 décembre 2022 avec deux options de renouvellement de trois ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autocar à raison d'un minimum de 2 500 heures par an par véhicule pour les 3 premiers autocars assignés, au taux horaire de 122.50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal. Le taux horaire au 1er janvier 2015 est de 124,36 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 1 318 925 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

En décembre 2012, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus urbains à raison d'un minimum de 2 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 99.00 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2015 est de 103,53 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 540 711 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

En septembre 2015, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2024 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus intermédiaires à raison d'un minimum de 3 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 79,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 25 mai 2015 est de 79,50 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 326 762 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

Bail

Le CIT s'est engagé conjointement avec un autre organisme, en vertu d'un bail d'une durée de 120 mois se terminant le 31 décembre 2021, avec une option de renouvellement de 3 ans, à verser un montant approximatif de 33 126 \$ par année, représentant sa quote-part de cet engagement, pour la location de ses espaces commerciaux.

Ce montant sera indexé annuellement selon le moins élevé de 3% ou de l'augmentation, exprimée en pourcentage, de l'indice des prix à la consommation pour la région métropolitaine de Montréal.

27 États financiers

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été modifiées ou reclassées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 3 592 842	8 465 840
Excédent de fonctionnement affecté	2 6 465 333	1 348 427
Réserves financières et fonds réservés	3 1 463 554	1 414 240
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (18 245) (28 356)	
Financement des investissements en cours	5 (2 902 646)	(1 609 259)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 45 902 903	42 514 281
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 54 503 741	52 105 173
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 3 100 983	7 996 420
Organismes contrôlés	10 491 859	469 420
	11 3 592 842	8 465 840
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Engagements et autres dép.	12 3 110 780	611 231
- Réserve pour éventualités	13 239 322	112 249
- Réserve budget - exercice sub.	14 153 000	193 200
- Réserve terrains	15 181 400	181 400
- Dépôt MDDELCC	16 38 796	38 796
- Réserve annuité dette L-T	17 2 667 341	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 6 390 639	1 136 876
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- CIT la Presqu'île	22 45 906	15 377
- Régie de l'eau de l'Île-Perrot	23 28 788	196 174
-	24	
	25 74 694	211 551
	26 6 465 333	1 348 427
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- CIT la Presqu'île	27 354 010	352 519
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 354 010	352 519
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 1 028 908	973 118
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	7 967
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 80 636	80 636
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 1 109 544	1 061 721
	46 1 463 554	1 414 240

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 (12 423)	(15 529)
Intérêts sur la dette à long terme	48 (5 822)	(12 827)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 ()	()
Régimes non capitalisés	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 ()	()
Régimes non capitalisés	53 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()	()
Autres	59 ()	()
-	60 ()	()
	61 (18 245)	(28 356)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 ()	()
Autre financement	63 ()	()
	64 (18 245)	(28 356)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 10 850	10 850
Investissements à financer	66 (2 913 496)	(1 620 109)
	67 (2 902 646)	(1 609 259)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 60 980 939	59 733 517
Propriétés destinées à la revente	69 2 133 489	3 156 198
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71 75 550	79 204
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 63 189 978	62 968 919
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 17 889 483	21 126 839
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 73 766	110 004
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (676 174)	(782 205)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 ()	()
	79 17 287 075	20 454 638
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 17 287 075	20 454 638
	82 45 902 903	42 514 281

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 3

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite à cotisations déterminées des employés de la Ville de Pincourt a été converti en deux régimes de retraite simplifiés. Dans ces deux régimes, l'employeur et l'employé versent des cotisations qui sont déterminées selon un pourcentage du salaire, soit 6% du salaire de base. Le régime de retraite simplifié destiné aux employés de la ville (cadres) est entré en vigueur le 30 septembre 2005, alors que le régime de retraite simplifié destiné aux employés syndiqués est entré en vigueur le 1er janvier 2006.

Le régime de retraite des employés de la Régie de l'eau de l'Île-Perrot est également un régime à cotisations déterminées. L'employé et la régie contribuent au régime à un taux équivalent à 7% du salaire brut régulier.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>241 613</u>	<u>264 006</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

Le conseil intermunicipal de transport offre à ses employés un plan de retraite sous la forme d'un versement à un REER individuel à un taux maximum de 6% du salaire brut de l'employé.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>3 887</u>	<u>2 790</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u>7 985</u>	<u>7 923</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	26 910	26 697
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	<u>737</u>	<u>6 159</u>
100	<u>27 647</u>	<u>32 856</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	13 341 874
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 913 494
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	2 848 741
Débiteurs	8	554 502
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	12 852 125
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	4 488 922
Endettement net à long terme	16	17 341 047
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	8 141
Communauté métropolitaine	18	88 115
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	17 437 303
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	17 437 303
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	13 383 600	13 425 285	13 425 285	12 762 803
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	13 383 600	13 425 285	13 425 285	12 762 803
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 110 000	1 104 646	1 104 646	1 227 304
Égout	11	1 495 300	1 491 044	1 491 044	1 475 069
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	1 015 600	1 019 173	1 019 173	966 592
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	52 500	54 416	54 416	59 207
Service de la dette	18	998 600	1 035 400	1 035 400	1 073 491
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	4 672 000	4 704 679	4 704 679	4 801 663
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	4 672 000	4 704 679	4 704 679	4 801 663
	26	18 055 600	18 129 964	18 129 964	17 564 466

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	900	931	892
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	900	931	892
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	20 300	19 960	26 011
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	259 900	309 137	287 104
	35	280 200	329 097	313 115
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	281 100	330 028	314 007
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	281 100	330 028	314 007

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	2 849	2 849	
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57			
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		320 061	416 381
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		1 844	2 673
Réseau de distribution de l'eau potable	68	2 874	5 758	4 181
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	125 900	133 326	127 189
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74	17 593	17 593	
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	44 800	17 135	20 296
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	38 500	42 000	38 836
Autres	88		2 000	2 119
Réseau d'électricité	89			
	90	209 200	217 777	611 675

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98	23 458	23 458	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108	1 119 200	446 986	57 857
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	1 119 200	470 444	57 857

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 328 400	688 221	1 013 010 669 532

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	38 500	47 641	40 778
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	38 500	47 641	40 778
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149		(228)	3 129
Enlèvement de la neige	150		8 488	12 394
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154		8 260	15 523
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		4 119	
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	345 200	282 114	275 698
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	345 200	282 114	275 698
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	700		1 644
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	700		1 644
Réseau d'électricité	180			
	181	384 400	338 015	333 643

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	6 000	4 315	3 964
Sécurité publique	183		8 970	4 818
Transport				
Réseau routier	184	30 000	27 099	5 571
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		256 604	257 165
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		132 532	99 666
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	11 900	2 370	18 691
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	612 600	473 423	443 243
Réseau d'électricité	194			
	195	660 500	516 177	833 118
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 044 900	854 192	1 166 761
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	34 800	64 881	52 686
Droits de mutation immobilière	198	462 000	988 298	888 117
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	496 800	1 053 179	940 803
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	137 900	91 396	125 715
INTÉRÊTS	203	334 300	263 444	282 537
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(2 879)	(1 493 716)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		61 201	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			84 911
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210		47 895	
Autres	211	8 500	161 614	82 390
	212	8 500	267 831	(1 326 415)

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	354 200	301 260		301 260	301 260	301 719
Application de la loi	2	60 900	44 242		44 242	44 242	57 397
Gestion financière et administrative	3	945 800	867 849	57 592	925 441	925 441	887 971
Greffe	4	358 400	342 074		342 074	342 074	529 089
Évaluation	5	127 600	254 070		254 070	254 070	163 129
Gestion du personnel	6	166 600	211 287		211 287	211 287	175 472
Autres	7	326 585	226 714		226 714	226 714	308 650
	8	2 340 085	2 247 496	57 592	2 305 088	2 305 088	2 423 427
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 964 800	1 711 963		1 711 963	1 711 963	1 667 584
Sécurité incendie	10	1 222 800	1 326 998	130 078	1 457 076	1 457 076	1 369 174
Sécurité civile	11		1 905		1 905	1 905	
Autres	12						
	13	3 187 600	3 040 866	130 078	3 170 944	3 170 944	3 036 758
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 379 700	1 574 501	825 946	2 400 447	2 400 447	2 265 342
Enlèvement de la neige	15	801 780	630 530	41 929	672 459	672 459	668 758
Éclairage des rues	16	252 130	218 767		218 767	218 767	221 854
Circulation et stationnement	17	187 975	178 251		178 251	178 251	175 859
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 150 900	779 764		779 764	1 484 004	1 421 340
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	3 772 485	3 381 813	867 875	4 249 688	4 953 928	4 753 153

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 288 900	1 290 655		1 290 655	863 515	870 565
Réseau de distribution de l'eau potable	24	414 800	272 343	2 256	274 599	583 514	439 950
Traitement des eaux usées	25	1 273 500	1 022 864	399 568	1 422 432	1 422 432	1 484 453
Réseaux d'égout	26	609 505	483 249	499 858	983 107	983 107	955 011
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	259 950	228 234		228 234	228 234	212 869
Élimination	28	433 550	377 803		377 803	377 803	356 259
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	165 119	176 404		176 404	176 404	147 911
Tri et conditionnement	30	129 736	117 602		117 602	117 602	72 195
Matières organiques							
Collecte et transport	31	57 067	53 752		53 752	53 752	17 457
Traitement	32	18 438	17 367		17 367	17 367	17 548
Matériaux secs	33		3 566		3 566	3 566	8 453
Autres	34						
Plan de gestion	35	25 140	24 825		24 825	24 825	33 062
Autres	36						
Cours d'eau	37	35					
Protection de l'environnement	38	5 525	4 849		4 849	4 849	4 878
Autres	39	41 900	46 438	55 734	102 172	102 172	79 355
	40	4 723 165	4 119 951	957 416	5 077 367	4 959 142	4 699 966
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	107 850	108 907		108 907	108 907	108 031
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	107 850	108 907		108 907	108 907	108 031
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	531 825	453 531	1 598	455 129	455 129	519 635
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	110 800	110 799		110 799	110 799	88 342
Tourisme	49	2 115	2 115		2 115	2 115	
Autres	50		726		726	726	19 110
Autres	51	10 695	33 874		33 874	33 874	36 253
	52	655 435	601 045	1 598	602 643	602 643	663 340

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	564 016	496 161	63 225	559 386	559 386	555 524
Patinoires intérieures et extérieures	54	674 290	390 308	2 230	392 538	392 538	370 815
Piscines, plages et ports de plaisance	55	163 560	158 220	9 842	168 062	168 062	143 735
Parcs et terrains de jeux	56	1 365 820	1 165 656	174 962	1 340 618	1 340 618	1 196 100
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	374 650	436 875		436 875	436 875	293 615
	60	3 142 336	2 647 220	250 259	2 897 479	2 897 479	2 559 789
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	52 824	43 244		43 244	43 244	44 242
Bibliothèques	62	424 900	401 255	5 508	406 763	406 763	393 493
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	477 724	444 499	5 508	450 007	450 007	437 735
	67	3 620 060	3 091 719	255 767	3 347 486	3 347 486	2 997 524
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	440 700	419 737		419 737	531 844	573 272
Autres frais	70		20 343		20 343	36 238	38 967
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	47 120	17 163		17 163	17 743	27 823
	73	487 820	457 243		457 243	585 825	640 062
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	2 209 026	2 270 326	(2 270 326)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Pincourt (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2016-08-01

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>18 179 539</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	49 575
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>49 575</u>
Revenus de taxes	11	<u>18 129 964</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	18 129 964
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	49 575
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>18 179 539</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires		5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM		6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	2 005 641	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	54 416	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	<u> </u>	10 <u>2 060 057</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>16 119 482</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>1 462 925 400</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>1 465 341 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 464 133 600</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>16 119 482</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 464 133 600</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	[] [1] , [1] [0] [1] [0] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	25 227	25 227	
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	2 823 000	849 996	1 143 467
Conduites d'égout	4		30 813	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 680 000	149 499	210 889
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			20 896
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	386 600	153 060	7 775
Autres infrastructures	11	49 000	15 398	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	4 545 100	20 473	75 205
Édifices communautaires et récréatifs	14	45 000	535	(52 433)
Améliorations locatives	15			196
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 020 000	1 083 195	206 806
Ameublement et équipement de bureau	18	120 500	154 823	78 595
Machinerie, outillage et équipement divers	19	843 300	348 502	204 021
Terrains	20			543
Autres	21			
	22	12 512 500	2 831 521	1 895 960

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		849 996	1 143 467
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			57 431
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		25 227	25 227
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		30 813	30 813
Autres infrastructures	32		317 957	182 129
Autres immobilisations	33		1 607 528	512 933
	34		2 831 521	1 895 960

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	20 940 008		3 274 734	17 665 274
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	13 809		10 596	3 213
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	264 615	104 759	82 210	287 164
Autres	6	18 411		10 813	7 598
	7	21 236 843	104 759	3 378 353	17 963 249
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	256 299	2 667 341	74 899	2 848 741
Réserves financières et fonds réservés	10	7 967		7 967	
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	2 689 989		124 009	2 565 980
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	17 500 383	(2 562 582)	3 065 447	11 872 354
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	20 454 638	104 759	3 272 322	17 287 075
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	782 205		106 031	676 174
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	782 205		106 031	676 174
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	782 205		106 031	676 174
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	782 205		106 031	676 174
	26	21 236 843	104 759	3 378 353	17 963 249
Dettes en cours de refinancement					
Reclassement / Redressement	27	()		()	
	28				
	29	21 236 843	104 759	3 378 353	17 963 249

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1	501	501	500
Évaluation	2			
Autres	3	109 585	109 039	102 489
Sécurité publique				
Police	4	6 063	6 063	5 898
Sécurité incendie	5	40 800	40 800	44 308
Sécurité civile	6			
Autres	7	46 900		
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	549 600	636 171	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 288 900	1 290 655	
Matières résiduelles	12	361 900	356 097	253 168
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	4 800	4 849	4 878
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	107 850	108 907	108 031
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18		138 774	107 940
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20		113 640	107 452
Autres	21	263 195	10 800	36 253
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	109 150	99 113	69 376
Activités culturelles	23	37 400	34 098	32 770
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 879 280	2 949 507	1 022 681
				873 063

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	20,00	35,00	1 429 388	384 064	1 813 452
Professionnels	2					
Cols blancs	3	33,78	35,00	912 795	210 644	1 123 439
Cols bleus	4	58,85	40,00	2 443 678	488 734	2 932 412
Policiers	5					
Pompiers	6	45,00	2,00	474 419	52 639	527 058
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	157,63		5 260 280	1 136 081	6 396 361
Élus	9	7,00		191 025	39 579	230 604
	10	164,63		5 451 305	1 175 660	6 626 965

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13			2 874		2 874
Traitement des eaux usées	14		446 986			446 986
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	192 461	23 458		22 442	238 361
	17	192 461	470 444	2 874	22 442	688 221

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	44 242	27		53	44 242	79		105	44 242	131
Évaluation	2	254 070	28		54	254 070	80		106	254 070	132
Autres	3	1 949 184	29	57 592	55	2 006 776	81	4 315	107	2 002 461	133
	4	2 247 496	30	57 592	56	2 305 088	82	4 315	108	2 300 773	134
Sécurité publique											
Police	5	1 711 963	31		57	1 711 963	83		109	1 711 963	135
Sécurité incendie	6	1 326 998	32	130 078	58	1 457 076	84	56 611	110	1 400 465	136
Sécurité civile	7	1 905	33		59	1 905	85		111	1 905	137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	3 040 866	35	130 078	61	3 170 944	87	56 611	113	3 114 333	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 574 501	36	825 946	62	2 400 447	88	23 888	114	2 376 559	140
Enlèvement de la neige	11	630 530	37	41 929	63	672 459	89	11 471	115	660 988	141
Autres	12	397 018	38		64	397 018	90		116	397 018	142
Transport collectif	13	779 764	39		65	779 764	91		117	779 764	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	3 381 813	41	867 875	67	4 249 688	93	35 359	119	4 214 329	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 290 655	42		68	1 290 655	94		120	1 290 655	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	272 343	43	2 256	69	274 599	95		121	274 599	147
Traitement des eaux usées	18	1 022 864	44	399 568	70	1 422 432	96	282 114	122	1 140 318	148
Réseaux d'égout	19	483 249	45	499 858	71	983 107	97		123	983 107	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	606 037	46		72	606 037	98		124	606 037	150
Matières recyclables	21	368 691	47		73	368 691	99		125	368 691	151
Autres	22	24 825	48		74	24 825	100		126	24 825	152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	4 849	50		76	4 849	102		128	4 849	154
Autres	25	46 438	51	55 734	77	102 172	103	2 370	129	99 802	155
	26	4 119 951	52	957 416	78	5 077 367	104	284 484	130	4 792 883	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Santé et bien-être														
Logement social	157	108 907	172		187	108 907	202		217			108 907	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218				233	
Autres	159		174		189		204		219				234	
	160	108 907	175		190	108 907	205		220			108 907	235	
Aménagement, urbanisme et développement														
Aménagement, urbanisme et zonage	161	453 531	176	1 598	191	455 129	206		221			455 129	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222				237	
Promotion et développement économique	163	113 640	178		193	113 640	208		223			113 640	238	
Autres	164	33 874	179		194	33 874	209		224			33 874	239	
	165	601 045	180	1 598	195	602 643	210		225			602 643	240	
Loisirs et culture														
Activités récréatives	166	2 647 220	181	250 259	196	2 897 479	211	468 336	226			2 429 143	241	119 563
Activités culturelles														
Bibliothèques	167	401 255	182	5 508	197	406 763	212	5 087	227			401 676	242	
Autres	168	43 244	183		198	43 244	213		228			43 244	243	
	169	3 091 719	184	255 767	199	3 347 486	214	473 423	229			2 874 063	244	119 563
Réseau d'électricité														
	170		185		200		215		230				245	
	171	16 591 797	186	2 270 326	201	18 862 123	216	854 192	231			18 007 931	246	457 243

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 831 521	1 862 345
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 831 521	1 862 345

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	7 996 420	4 130 216
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	7 996 420	4 130 216
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 525 143	4 815 549
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(1 295 113)	(67 831)
Activités d'investissement	6	(273 125)	(122 246)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(5 677 342)	(509 268)
Réserves financières et fonds réservés	8	(175 000)	(250 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(4 895 437)	3 866 204
Solde à la fin de l'exercice	12	3 100 983	7 996 420
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 136 876	1 720 644
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 136 876	1 720 644
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(386 574)	(984 148)
Activités d'investissement	17	(37 005)	(108 888)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	5 677 342	509 268
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	5 253 763	(583 768)
Solde à la fin de l'exercice	22	6 390 639	1 136 876
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	991 347	717 495
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(71 920)	(71 920)
Solde redressé au début de l'exercice	25	919 427	645 575
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	211 231	205 056
Activités d'investissement	27	(326 756)	(219 564)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	175 000	250 000
Financement des investissements en cours	29		38 360
	30	59 475	273 852
Solde à la fin de l'exercice	31	978 902	919 427

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (25 984)	(32 981)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (25 984)	(32 981)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	39 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49 7 739	6 997
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50	
	51 7 739	6 997
Solde à la fin de l'exercice	52 (18 245)	(25 984)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (1 620 109)	(4 584 188)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (1 620 109)	(4 584 188)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56 (1 293 387)	3 002 439
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	(38 360)
	60 (1 293 387)	2 964 079
Solde à la fin de l'exercice	61 (2 913 496)	(1 620 109)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 38 598 303	44 913 850
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 38 598 303	44 913 850
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 3 226 736	(6 315 547)
Solde à la fin de l'exercice	68 41 825 039	38 598 303

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 575 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>509-8</u> 2	175 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 750 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 750 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 80 636	2	3	4	5 ()	6	7 80 636
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15 80 636	16	17	18	19 ()	20	21 80 636

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7 □ 7 □ 1 □ 1 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 8 □ 9 □ 7 □ 6 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 8 □ 5 □ 0 □ 6 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 5 □ 4 □ 2 □ 2 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	1 7 9 , 0 0	\$
Égout	2	2 5 6 , 0 0	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	1 9 1 , 0 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 , %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Service de la dette / usine eau potable	,1386	2	
Service de la dette / usine eaux usées	,0012	2	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 919, chemin Duhamel
(no) (rue)
Pincourt J7V 4G8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 453-8981
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-0934
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dgpincourt@videotron.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Nathalie Boisvert

Téléphone (514) 453-8981
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-0934
(ind. rég.) (numéro)

Courriel n.boisvert@villepincourt.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue St-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nathalie Boisvert , atteste que le rapport financier consolidé de Pincourt pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-09-13 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Pincourt .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Pincourt consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Pincourt détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 2 398 568 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,1010 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-09-14 08:48:07

Date de transmission au Ministère : 2016/09/14

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Pincourt

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	18 783 757	20 568 300	21 088 452	2 681 102	21 842 728
Investissement	2	142 768	1 119 200	589 803		589 803
	3	18 926 525	21 687 500	21 678 255	2 681 102	22 432 531
Charges	4	18 714 708	21 103 526	19 319 366	2 641 423	20 033 963
Excédent (déficit) de l'exercice	5	211 817	583 974	2 358 889	39 679	2 398 568
Moins : revenus d'investissement	6 (	142 768 ) (	1 119 200 ) (	589 803 ) (	) (	589 803)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	69 049	(535 226)	1 769 086	39 679	1 808 765
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	2 158 531	2 209 026	2 270 326	406 669	2 676 995
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 544 486 ) (	1 544 600 ) (	2 741 606 ) (	530 716 ) (	3 272 322)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	108 536 ) (	52 700 ) (	305 723 ) (	10 835 ) (	316 558)
Excédent (déficit) accumulé	12	839 926	(76 500)	1 462 717	145 409	1 608 126
Autres éléments de conciliation	13	3 401 065		70 343		70 343
	14	4 746 500	535 226	756 057	10 527	766 584
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	4 815 549		2 525 143	50 206	2 575 349

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	5 146 441	5 473 059	5 657 595
Autres	2	8 378 256	8 901 364	9 680 691
	3	13 524 697	14 374 423	15 241 584
Passifs				
Dette à long terme	4	16 000 750	13 313 333	17 889 483
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	4 658 023	6 475 973	5 133 943
	7	20 658 773	19 789 306	24 829 967
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(7 134 076)	(5 414 883)	(8 888 376)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	50 787 120	52 403 372	60 980 939
Autres	10	3 351 889	2 375 333	2 411 178
	11	54 139 009	54 778 705	63 392 117
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	7 996 420	3 100 983	3 592 842
Excédent de fonctionnement affecté	13	1 136 876	6 390 639	6 465 333
Réserves financières et fonds réservés	14	919 427	978 902	1 463 554
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	25 984 ) (	18 245 ) (	18 245) (
Financement des investissements en cours	16	(1 620 109)	(2 913 496)	(2 902 646)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	38 598 303	41 825 039	45 902 903
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	47 004 933	49 363 822	54 503 741
				52 105 173

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Engagements et autres dép.	20	3 110 780	611 231
- Réserve pour éventualités	21	239 322	112 249
- Réserve budget - exercice sub.	22	153 000	193 200
- Réserve terrains	23	181 400	181 400
- Dépôt MDDELCC	24	38 796	38 796
- Réserve annuité dette L-T	25	2 667 341	
-	26		
-	27		
-	28		
	29	6 390 639	1 136 876
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30	74 694	211 551
	31	6 465 333	1 348 427
Réserves financières	32	354 010	352 519
Fonds réservés	33	1 109 544	1 061 721
	34	7 928 887	2 762 667

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	17 564 466	18 055 600	18 129 964	18 129 964
Compensations tenant lieu de taxes	2	314 007	281 100	330 028	330 028
Quotes-parts	3				
Transferts	4	188 440	209 200	217 777	542 566
Services rendus	5	809 930	1 044 900	854 192	1 247 447
Autres	6	(93 086)	977 500	1 556 491	1 592 723
	7	18 783 757	20 568 300	21 088 452	21 842 728
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	57 857	1 119 200	470 444	470 444
Autres	11	84 911		119 359	119 359
	12	142 768	1 119 200	589 803	589 803
	13	18 926 525	21 687 500	21 678 255	22 432 531

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	127 600	254 070		254 070	163 129
Autres	2	2 212 485	1 993 426	57 592	2 051 018	2 260 298
Sécurité publique						
Police	3	1 964 800	1 711 963		1 711 963	1 667 584
Sécurité incendie	4	1 222 800	1 326 998	130 078	1 457 076	1 369 174
Autres	5		1 905		1 905	
Transport						
Réseau routier	6	2 621 585	2 602 049	867 875	3 469 924	3 331 813
Transport collectif	7	1 150 900	779 764		779 764	1 421 340
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	3 586 705	3 069 111	901 682	3 970 793	3 749 979
Matières résiduelles	10	1 089 000	999 553		999 553	865 754
Autres	11	47 460	51 287	55 734	107 021	84 233
Santé et bien-être	12	107 850	108 907		108 907	108 031
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	531 825	453 531	1 598	455 129	519 635
Promotion et développement économique	14	112 915	113 640		113 640	107 452
Autres	15	10 695	33 874		33 874	36 253
Loisirs et culture	16	3 620 060	3 091 719	255 767	3 347 486	2 997 524
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	487 820	457 243		457 243	640 062
Amortissement des immobilisations	19	2 209 026	2 270 326	(2 270 326)		
	20	21 103 526	19 319 366		19 319 366	20 033 963
						19 322 261

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3